

Une rupture profonde s'impose !

La rentrée sociale revêt un caractère tout à fait inédit, aux conséquences humaines de la crise sanitaire, s'ajoutent des mesures régressives portées par le Gouvernement. **Celles et ceux qui travaillent et produisent les richesses, dont les salarié.es qui ont été particulièrement exposés et mis à contribution pendant le confinement, sont les premier.es à payer les vellétés d'employeurs qui annoncent licenciements et délocalisations.**

Pendant ce temps, **les grands patrons maintiennent le versement de dividendes pour les actionnaires et exigent de nouvelles exonérations de cotisations sociales et des baisses d'impôts.** Préparée sans réelle prise en compte de la situation sanitaire et sans moyens supplémentaires, la rentrée scolaire et universitaire inquiète les jeunes, les familles et les professionnels, cela dans le cadre d'un protocole sanitaire ministériel illisible.

Nous exigeons la mise à disposition gratuite de masques pour l'ensemble de la population. Pour le monde du travail, il revient aux employeurs de prendre en charge les mesures de protections individuelles et collectives, dont la distribution gratuite de masques en quantité suffisante. La réduction du temps d'exposition à la COVID, impose de prendre en compte les demandes des travailleur.euses en termes d'organisation, de conditions de travail et de réduction du temps de travail.

Les organisations syndicales et de jeunesse affirment ensemble que la priorité doit être donnée à la préservation et à la création en nombre d'emplois stables et qualifiés, à la sortie de la précarité en particulier des jeunes travailleur.euses, des étudiant.es, avec leur mise en protection sociale. Cela passe notamment par la réduction du temps de travail sans perte de salaire, le développement des services publics et des industries nécessaires à la réponse aux besoins en biens et services. **Prendre en compte l'urgence écologique et sociale, c'est rompre avec les vieilles politiques à l'œuvre depuis des décennies qui détruisent nos conditions d'existence et la planète.**

Il est urgent d'augmenter les salaires, les traitements, les pensions et les minimas sociaux. Il est également temps d'en finir avec les aides publiques de toute nature dont bénéficient de grandes multinationales sans contrepartie et contrôle d'utilisation. La période a également confirmé les exigences communes qu'ont portées nos organisations lors de la lutte contre la réforme du système des retraites. **Nos organisations condamnent toute nouvelle régression en matière de retraite, d'assurance chômage et de protection sociale** programmées notamment par le Gouvernement au détour du projet de loi de finances de la sécurité sociale (création de la cinquième branche, augmentation de la CSG, etc. ...).

L'urgence sociale impose de préserver notre système intergénérationnel et d'envisager une protection sociale incluant la dimension professionnelle tout au long de la vie, des années d'études à la retraite. La situation impose donc des mesures de transformation profonde en rupture avec les politiques économiques et sociales actuelles. **Un énième « plan de relance » qui ne remettrait pas en cause ces politiques, ne pourrait conduire qu'à une aggravation de la crise sociale, économique et écologique.** La question de l'emploi est centrale : lutte contre la précarité et la pauvreté, hausse des salaires, développement des services publics, abandon définitif de la réforme des retraites.

Les organisations La CGT, FSU, Solidaires, CNT, UEG, UNEF et UNL appellent les salarié.es, retraité.es, privé.es d'emplois, la jeunesse à la mobilisation le 17 septembre pour en faire une puissante journée nationale d'actions, de grèves et de manifestations.

Jeudi 17 / 09 : Manifestation à Grenoble 10h gare SNCF